

# Un libéralisme bien peu libéral

par Philippe FREMEAUX.

Par le jeu des privatisations et des participations croisées entre banques, assurances et grandes sociétés industrielles ou de services, un groupe de dirigeants, issus pour la plupart de la haute fonction publique+, va contrôler l'économie française.

On dénonçait jadis l'Etat-Giscard ou l'Etat-Mitterrand, quand nos présidents nommaient trop systématiquement leurs proches aux plus hautes responsabilités de l'Etat. Aujourd'hui, c'est une " économie-Balladur " qui se met en place. La grande oeuvre du gouvernement en matière de politique structurelle, ce sont les privatisations+. Portées par la bonne tenue de la Bourse, elles ont d'ores et déjà concerné la BNP, Rhône-Poulenc et Elf, et vont prochainement s'étendre à l'UAP, aux AGF et sans doute à Bull. Si l'économie libérale est caractérisée par le pouvoir du capital, et donc par celui des actionnaires, rien n'est moins libéral que le capitalisme+ à la française qui émerge des privatisations+, dans la lignée de l'oeuvre commencée en 1986-1988.

Premier volet de l'opération, on cède dans le grand public la plus grande partie des actions à un prix qui assure une plus-value+ automatique aux souscripteurs. Le " vote " massif des petits porteurs en faveur du capitalisme+ populaire est acquis par une vente à prix cassé, assurant le succès politique de l'opération : 3,1 millions d'ordres d'achat ont été ainsi passés lors de la privatisation+ d'Elf.

Après avoir donné un os à ronger à sa clientèle, le gouvernement peut s'occuper des affaires sérieuses : la définition des noyaux durs+, qui tissent progressivement la toile d'un capitalisme+ sans capitaux, ni capitalistes, où le jeu des participations croisées entre banques, assurances et grandes sociétés industrielles et de services permet à un groupe de dirigeants, issus pour la plupart de la haute fonction publique+, de contrôler l'économie française. Certes, les nationalisées étaient depuis longtemps gérées comme des entreprises privées : les stratégies de développement de l'après-privatisation risquent d'être peu différentes de celles qui les ont précédées. En revanche, le passage au privé assure aux nouveaux PDG un pouvoir sans autre contrôle que celui d'autres PDG nommés par ce même gouvernement.

Exemple caricatural : le couple UAP-BNP. La première compagnie d'assurances française (PDG, Jacques Friedmann, proche conseiller d'Edouard Balladur et de... Jacques Chirac) est le premier actionnaire de la première banque (PDG, Michel Pébereau, autre proche de la majorité) qui est elle-même le premier actionnaire de l'UAP. On pourrait multiplier les exemples. Naturellement, cela n'empêchera pas les oppositions d'intérêts de se manifester. L'affaire Canal Plus en a fourni une première illustration : le coup d'Etat organisé par Havas (Pierre Dautier) et la Générale des Eaux (Guy Dejouany) pour s'assurer le pouvoir dans la chaîne cryptée n'a pas été du goût de la Lyonnaise-Dumez (Jérôme Monod, ex-secrétaire général du RPR) dont les intérêts dans la communication s'opposent à ceux de la Générale des Eaux...

Mais l'essentiel demeure : les PDG des privatisées sont désormais quasi indélogeables. Quant aux derniers PDG " issus de la gauche ", ils demeurent à la tête d'entreprises dont la privatisation+ n'est pas à l'ordre du jour et donc à la merci du bon vouloir gouvernemental. Jean Peyrelevade, qui n'avait pas démerité à la tête de l'UAP, a été recasé au Crédit lyonnais, dont la situation délicate rend peu probable une privatisation+ à court terme. Michel Albert a obtenu un fauteuil doré au Conseil de la politique monétaire+ (Banque de France) en échange de la direction des AGF, confiée à Antoine Jeancourt-Galignani (proche d'Edmond Alphandéry qui a dû batailler ferme pour obtenir la nomination d'un PDG qui ne soit pas Ballardurien pur sucre). Quant à la privatisation+ de Renault, ne vient-elle pas d'être repoussée parce qu'on ne pouvait vraiment rien reprocher à Louis Schweitzer (ex-directeur de cabinet de Laurent Fabius) qui puisse justifier son éviction ?

Que le patronat ne soit pas sympathisant de la gauche, c'est dans la nature des choses. Mais ce n'est pas la position des dirigeants d'entreprise qui vient aujourd'hui déterminer leur engagement politique, mais leur engagement politique qui leur assure leur position de dirigeant. Cette politisation des plus hauts postes de l'économie française, " garantis à vie " par la mécanique des privatisations+, est d'autant plus problématique que ces nouveaux groupes investissent aujourd'hui dans les médias : Alcatel-Alsthom (PDG Pierre Suard, proche et ancien employeur d'Edouard Ballardur, privatisé en 1987), non content d'être le premier fournisseur de France Télécom, de la SNCF et d'EDF, possède déjà L'Express et Le Point, en attendant mieux...

-----  
*Alternatives économiques*, n° 116 (04/1994)

Auteur : Philippe FREMEAUX.